

08/01/18

LE NOUVELLISTE
www.lenouvelliste.ch



L'Europe au centre des tensions à Verbier

LE CHÂBLE Les 2^{es} Entretiens de Verbier ont réuni un prestigieux panel berno-bruxellois. Objet: les relations entre la Suisse et l'Union européenne, entre «interdépendance» et «impasse bilatérale».

PAR PATRICE GENET@LENOUVELLISTE.CH

Mauvais temps, mais pas d'ouragan – du moins l'espérait-on. La formule d'André Gergemann, président des Amis de Verbier qui organisaient samedi soir au Châble les 2^{es} Entretiens de Verbier, a donné le ton d'une soirée au centre de laquelle figurait la question de la normalisation de la relation Suisse-Union eu-

limiter à une année l'intégration de la bourse suisse dans les marchés européens. Une «manœuvre de discrimination» selon la présidente de la Confédération d'alors, Doris Leuthard, qui, dans la foulée, remettait en question le second milliard de cohésion en faveur des États de l'Est. Samedi soir au Châble, tous ont cherché à dédramatiser,

“L'UE veut de cet accord. Il y a avec la Suisse un lien d'interdépendance.”
HENRI GÉTAZ
DIRECTEUR DES AFFAIRES EUROPEENNES

veut de cet accord, a insisté Henri Gétaz, directeur des affaires européennes à la Confédération. Un tiers de nos emplois dépend directement de ce qui peut être vendu dans l'espace européen. Il y a un lien d'interdépendance. Un lien mis à mal par l'«impasse bilatérale», selon Henri Gétaz. «Nous avons perdu en souveraineté faute d'avoir une réponse à

L'AVIS DE...

ROMAIN CLIVAZ
JOURNALISTE, ANCIEN CORRESPONDANT
À BRUXELLES POUR LA RTS

«C'est d'avant qu'une crise

La situation actuelle entre la Suisse et l'Union européenne est plus tendue que ce que l'on a entendu ce soir. Pour Doris Leuthard, il n'y a plus de climat de confiance. On n'a jamais vu une présidente de la Confédération parler comme cela. C'est



ier

ESPONDANT



itage
ette»

attendent cet accord
institutionnel. Mais la Suisse
craind d'être piégée par
rapport au Brexit et qu'on
lui administre un traitement
dur pour dire après aux Anglais
«Regardez comme c'est difficile
d'être un Etat tiers.» Mais

ropeenne (UE). Devant quelque 200 auditeurs, très majoritairement séniors, un panel de haut vol a dressé de cette relation un tableau globalement harmonieux. Mais, «il y a de la vaisselle cassée», a imaginé le journaliste Romain Clivaz, ancien correspondant de la RTS à Bruxelles.

Dédramatiser les tensions

C'est que les récents développements dans ce dossier ont soufflé le chaud et le froid. En novembre, Commission européenne (CE) et Confédération disaient leur souhait commun d'un «accord d'amitié» après des années de blocage. Mais le 20 décembre, la CE décidait de

emboitant le pas du modérateur de la soirée, l'avocat bruxellois Jean Rassetto, qui parlait de «crisette» et d'accès de fièvre. «Comme dans toute bonne famille, la relation n'est

pas exempte de tensions, mais on ne peut pas se passer de l'UE», a jugé Christophe Dabellay, conseiller d'Etat chargé de l'économie. Et le ministre de citer l'exemple de Lonza, à Viège, et de son projet à plusieurs centaines de millions de francs dans la biopharmaceutique. «Si Lonza a décidé d'un tel investissement, c'est qu'elle croit à la capacité de ce pays d'attirer les meilleurs talents.»

Nécessité d'un accord institutionnel

Tous, également, ont souligné la nécessité de ratifier ce nouvel accord institutionnel, dont on ne sait encore rien. «L'UE

cette question institutionnelle. Il faut renouveler ces accords.» Pascal Coachebin a opiné. Mais «il y a des fantômes», a dit l'ancien président de la Confédération. La peur des «juges étrangers» qui arbitreraient les conflits entre la Suisse et l'UE. La peur de la perte de souveraineté. «Il faut faire un petit sacrifice de souveraineté pour réussir à en avoir les avantages», a insisté le Martignerain. Ministre d'Etat belge, Frans van Daele a confirmé, s'appuyant sur l'exemple de son pays. «On a aujourd'hui voix au chapitre à la table des décisions monétaires européennes. Avant, on était souverain... mais on n'avait pas

d'avantage qu'une «crisette». Même des diplomates comme Henri Gétaz montrent leur irritation. On peut comprendre que Bruxelles veuille aller vite, cela fait dix ans qu'ils

notre mot à dire. Le but de l'UE est de créer du win-win.»

Le terme a plu à l'ambassadeur de l'Union européenne en Suisse, Michel Mathiesen qui s'est voulu rassurant. «L'UE va mieux qu'il y a un an, la croissance est de retour, le chômage en baisse, l'euro se port bien, et l'immigration illégale

1

En milliard de francs, le volume quotidien des échanges commerciaux entre la Suisse et l'UE.

Le Conseil fédéral devra bien
un jour avoir une ligne claire
sur cet accord. Aujourd'hui,
ça flotte. A un moment donné,
il va falloir conclure, ou arrêter
les frais.

est mieux maîtrisée. Il a,
en outre, insisté sur l'importance pour les deux entités de
travailler ensemble, chiffrant
à 1 milliard de francs leurs
échanges commerciaux quoti-
diens, ce qui met la Suisse au
3^e rang des partenaires de l'UE
derrière les Etats-Unis et la
Chine.